

Bien que le gouvernement ait seulement nommé deux sénateurs, il a cependant envoyé des commissaires en Ecosse et en Hollande pour étudier le meilleur mode à employer pour prendre, saler et paquer le poisson. Vraiment, M. l'Orateur, le fait d'envoyer des Canadiens étudier chez les Ecossois et les Hollandais la manière de prendre, saler et paquer le poisson, me semble extraordinaire. J'aurais cru que tout le contraire devait avoir lieu, et que c'était aux Ecossois et aux Hollandais de venir ici étudier cette question. Je suppose que ces commissaires nous soumettront leur rapport, et je ne désire pas parler sur ce sujet maintenant.

Sir JOHN A. MACDONALD : Alors, pourquoi en parlez-vous ?

M. LAURIER : J'en parle parce que je soupçonne que cette commission n'est qu'un prétexte pour cacher une autre opération insoutenable.

Il est évident, d'après le Discours du Trône, que le gouvernement n'a aucune mesure bien importante à soumettre et qui exigera une longue discussion, mais, d'un autre côté, il est aussi évident qu'il n'a pas étudié la condition actuelle du pays et, surtout, la condition de la population agricole.

Le gouvernement semble avoir atteint un degré de parfaite béatitude en contemplant sa propre perfection. Il a inventé la politique nationale qu'il semble croire être *l'ultima thule* de tout progrès possible. Si, comme Canadien, je ne puis que regretter l'attitude prise par ceux à qui l'avenir de ce pays a été confié, d'un autre côté, comme partisan, je dois avouer que je n'éprouve pas un bien vif chagrin de voir le gouvernement et ses amis être les victimes d'un si grand aveuglement ; car, aujourd'hui, il est vrai de dire que, sauf les monopoles qui se sont enrichis au moyen des restrictions du tarif, tout le monde désire que le tarif soit remanié. Il peut être, et il est probablement vrai, que chez le plus grand nombre, la manière d'exécuter ce remaniement, n'a pas encore été déterminée, mais il est également hors de doute que la grande majorité de ceux qui, il y a dix ans, avaient mis leur confiance dans la politique nationale, sont aujourd'hui forcés d'admettre que cette politique a été un échec. Et comment pourrait-il en être autrement ?

Nous jugeons l'arbre à ses fruits ; et quels sont les fruits de la politique nationale ? Examinons le pays. Il est indubitable que la politique nationale a été favorable à un certain nombre, mais il est aussi hors de tout doute qu'elle a été préjudiciable à un grand nombre. On a imprudemment prétendu que le prix des terres avait augmenté près des centres que les chemins de fer traversent ; mais il est également vrai que la politique nationale a fait diminuer le prix des terres dans tout le pays. Elle a diminué de \$22,000,000 le prix des terres dans la grande province d'Ontario, ainsi que les données statistiques le prouvent. Elle a créé des millionnaires, mais elle a rendu plus lourd le poids qui accablait les travailleurs. Par elle, des raffineurs sont devenus barons, des fabricants de coton, des lords, et les entrepreneurs de chemins de fer, des rois, mais elle a fermé les portes de milliers de maisons et elle en a forcé les habitants à s'expatrier. C'est sur cette question que j'accuse le gouvernement.

Quand, il y a douze ans, l'honorable premier ministre était dans l'opposition, il se vanta, auprès

du peuple de ce pays, que, s'il reprenait le pouvoir il établirait une politique qui mettrait fin à l'émigration.

Le peuple du Canada le crut sur parole, lui confia le pouvoir, et le résultat est, qu'aujourd'hui, l'émigration est plus considérable qu'elle n'a jamais été. Je connais d'avance la réponse qui sera faite à ce que je viens de dire. Cette réponse sera une dénégation. Il est toujours facile de nier le passé.

Sir JOHN A. MACDONALD : Et d'affirmer.

M. LAURIER : Surtout, d'affirmer un fait que tout le monde connaît. Je m'adresse, ici, à l'intelligence et à l'expérience de tous les députés. Je n'en appelle pas à ceux qui ont fait les promesses, mais à ceux qui les ont reçues et qui y ont ajouté foi, et je défie qui que ce soit de déclarer, ici, que la politique nationale a réalisé les espérances qu'elle a fait naître en 1878. Je défie qui que ce soit de dire que le prix des terres a augmenté dans les districts ruraux, et que chaque famille y est satisfaite de son sort. Quiconque pourra nier ces faits, devra appuyer la politique nationale par tous les moyens possibles.

Mais si cet homme est obligé, en conscience, d'admettre que ses espérances ont été déçues, que le prix des terres n'a pas augmenté dans toutes les parties du pays, qu'il n'y a peut-être pas une seule famille, dans les districts ruraux, qui ne compte pas d'absents, alors j'aurai le droit de m'attendre à ce que cet homme appuie la cause de la réforme, quel que soit le parti auquel il appartienne. Les députés peuvent nier, mais le fait est évident.

Quelle que soit l'origine des partisans du gouvernement, je crois que leur conscience leur tient un langage différent. Ils ressemblent à cet homme qui traverse une forêt et qui siffle pour conserver son courage. Ils peuvent parler avec hardiesse, mais leurs actes prouvent qu'ils n'ont pas échappé au sentiment de malaise général qui a envahi tout le pays.

Puisque l'honorable premier ministre semble être inflexible sur cette question, je vais m'efforcer de lui prouver que dans les rangs de ses partisans, même parmi ses collègues, l'idée que le pays a besoin de réformes, que la politique nationale n'a pas réalisé ce qu'on en attendait, et que les cultivateurs de notre pays, doivent surtout être secourus, que cette idée, dis-je, est profondément enracinée dans leurs esprits.

Durant la session de 1888, mon honorable ami, le député de Middlesex-est (M. Marshall), a soumis la motion suivante :

Que l'établissement de bonnes relations de commerce, entre l'Angleterre et ses colonies, serait avantageuse aux industries agricoles, minières, forestières et autres de celles-ci, contribuerait au soutien de l'empire en développant ses dépendances ; et que le gouvernement devrait inviter les gouvernements des colonies à s'unir à lui pour faire des avances auprès du gouvernement impérial en vue d'obtenir un tel arrangement.

Plusieurs députés distingués prirent part à la discussion ; parmi eux se trouvait l'honorable député de Simcoe-nord (M. McCarthy), partisan dévoué du gouvernement. En cette occasion, l'honorable député ne parla pas tant de la motion présentée par le député de Middlesex-est, que de celle dont il avait donné avis, et qui était rédigée dans les termes suivants :

Qu'il serait dans les intérêts de la Confédération que de tels changements fussent introduits dans les relations commerciales entre le Royaume-Uni et le Canada, pour-